



# Assemblée générale

Soixante-cinquième session

**45<sup>e</sup>** séance plénière

Jeudi 4 novembre 2010, à 15 heures  
New York

*Documents officiels*

*Président :* M. Deiss ..... (Suisse)

*En l'absence du Président, M. Ndong Mba  
(Guinée équatoriale), Vice-Président, assume  
la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

## Point 38 de l'ordre du jour (suite)

### La situation en Afghanistan

#### Rapport du Secrétaire général (A/65/552)

#### Projet de résolution (A/65/L.9)

**M. McLay** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande se félicite de l'occasion qui lui est donnée de participer à ce débat et remercie l'Allemagne d'avoir facilité les négociations sur le projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui (A/65/L.9), que nous avons le plaisir de coparrainer.

Cela fait bientôt 10 ans que la Nouvelle-Zélande a déployé ses forces spéciales, puis elle a dépêché une Équipe de reconstruction de province dans la province de Bamyán, afin d'aider un Afghanistan qui avait besoin d'un appui vigoureux de la communauté internationale pour faire face à ses nombreux problèmes. Nous l'avons fait en étant pleinement conscients que tout en étant en situation de guerre civile quasi-perpétuelle, l'Afghanistan avait, dans l'histoire récente, connu le coup d'État de 1978, l'invasion soviétique de 1979 et le régime oppressif

des Taliban qui a brutalisé la population afghane, opprimé les femmes, étouffé l'éducation, soutenu le terrorisme mondial et abrité l'insurrection d'Al-Qaïda. Ce ne sont là que quelques moments clefs dans une histoire difficile au cours de laquelle, depuis 1978, 2 millions de civils sont morts et un nombre plus élevé de personnes ont fui pour devenir des réfugiés.

L'Afghanistan a réalisé beaucoup de progrès depuis. Même au cours de l'année qui s'est écoulée depuis le dernier débat que cette Assemblée générale a consacré à cette question, des progrès importants ont été accomplis – les élections législatives, les conférences de Londres et de Kaboul et la jirga de paix étant au nombre des événements notables qui ont permis de rendre le pays plus sûr.

Je pourrais examiner de nombreux aspects de la situation en Afghanistan aujourd'hui, mais, pour gagner du temps, je vais me contenter de mentionner quatre aspects. Premièrement, la Nouvelle-Zélande félicite les millions d'Afghans qui ont voté lors des récentes élections législatives, la plupart ayant résisté à l'intimidation et conjuré les menaces de violence pour élire leur Parlement. Nous ne pouvons pas demander et nous ne demandons pas à l'Afghanistan d'être au même niveau que les vieilles démocraties, solides et matures, mais nous sommes déçus que, dans certaines régions, le scrutin n'ait pas pu avoir lieu pour des raisons de sécurité et à cause d'obstacles délibérés au scrutin.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

10-62053 (F)



Merci de recycler 

En revanche, même si nous trouvons très préoccupant que la Commission électorale indépendante ait invalidé près de 250 000 bulletins de vote, il est encourageant que cette décision ait été prise par un système de surveillance qui semble fonctionner et que l'Afghanistan a pu tenir ces élections en veillant à ce que la violence n'atteigne pas les niveaux que beaucoup craignaient. Il est également encourageant que le nombre de femmes élues au Parlement a dépassé les objectifs fixés et que, d'une manière générale, les élues étaient d'origines diverses et nombre d'entre elles se présentaient pour la première fois. Cela étant, le processus électoral était loin d'être parfait. Nous demandons à présent à la Commission électorale indépendante et aux autres parties concernées de continuer de surveiller de près toutes ces élections et de renforcer leurs capacités de surveillance. Ceux qui ont eu le courage de participer aux élections ont le droit de voir la même détermination chez leurs élus et d'attendre de leur nouveau parlement et de toutes les instances gouvernementales qu'ils démontrent leur capacité de travailler au nom de tous les Afghans et leur disposition à rendre compte de leur action auprès de tous les Afghans. Ainsi, la volonté du peuple sera reflétée dans l'action du Gouvernement et le Gouvernement central et les provinces pourront former un tout cohérent.

Deuxièmement, l'élimination de la corruption est un aspect essentiel d'une gouvernance compétente et crédible. La corruption a des effets corrosifs : elle sape la confiance aux niveaux national et international, détruit les capacités du pays, entrave la croissance et a durement mis à l'épreuve la capacité des pays donateurs à maintenir ou augmenter leurs contributions au profit de l'Afghanistan. Nous appelons les services du Gouvernement central et le nouveau parlement à faire de l'élimination de la corruption leur priorité.

Troisièmement, même s'il y a eu des améliorations, la situation sécuritaire nous préoccupe toujours. Les élections parlementaires se sont déroulées pendant l'une des périodes les plus violentes depuis la chute des Taliban. Cette violence a touché les Afghans, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et d'autres parties. En fait, alors qu'il reste encore deux mois d'ici la fin de l'année, 2010 aura déjà été l'année la plus meurtrière de la guerre pour la FIAS.

Cependant, même si la situation sécuritaire reste précaire, il y a eu certains faits positifs. La mise en

place plus rapide qu'on ne l'escomptait des forces nationales de sécurité afghanes et l'augmentation des effectifs de la FIAS de près de 40 000 hommes cette année produisent des dividendes, qui, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, doivent être réinvestis afin d'améliorer la gouvernance, les programmes sociaux et le développement économique. Ces dividendes aideront également à transférer la responsabilité première de la sécurité de l'Afghanistan aux forces nationales de sécurité afghanes, ce qui permettra de réduire les effectifs des forces internationales et de concentrer les efforts de la communauté internationale sur le renforcement des capacités civiles.

Pour sa part, dans la province de Bamyan, la Nouvelle-Zélande dirige l'équipe de reconstruction de la province et, à Kaboul, nos forces spéciales encadrent le Groupe afghan d'intervention en cas de crise. La province de Bamyan est un candidat idéal pour la transition, et la Nouvelle-Zélande est déterminée à faire en sorte que cette province soit en mesure d'assumer la responsabilité de sa propre sécurité, de sa gouvernance et de son développement.

Quatrièmement, les problèmes de sécurité en Afghanistan nous rappellent que les opérations militaires à elles seules ne garantiront pas l'avenir de l'Afghanistan. Une solution politique s'impose également, qui permettra d'isoler davantage les chefs des insurgés extrémistes et de réintégrer la majorité dans la société. Toutes les parties devront faire des concessions, mais pas au point d'hypothéquer les droits et les libertés durement acquis, surtout ceux des femmes et des minorités. Ceux qui ont mis leur vie en danger en Afghanistan ne l'ont pas fait pour voir un jour des restrictions aux droits de l'homme être à nouveau officiellement entérinées dans ce pays.

Le Haut Conseil pour la paix jouera un rôle important dans tout règlement politique, ainsi que les pays voisins de l'Afghanistan. En janvier, la Nouvelle-Zélande a accueilli avec satisfaction l'annonce faite par le Pakistan qu'il allait appuyer le processus de réconciliation. Nous avons de même salué la déclaration faite en juin par l'Afghanistan et le Pakistan sur la coopération bilatérale. Le Pakistan a tout intérêt à ce que l'État situé le long de sa frontière occidentale soit stable, et il est clair que des pressions exercées par le Pakistan sur les insurgés pourraient s'avérer décisives pour les convaincre à déposer les armes. S'il est vrai que c'est au Gouvernement et au peuple afghans qu'incombe au premier chef la responsabilité de rétablir la paix et d'assurer la

réconciliation, nous souhaiterions également voir le Pakistan et d'autres voisins proches de l'Afghanistan participer constructivement et plus étroitement à ce processus.

La situation en Afghanistan affecte beaucoup d'entre nous au sein de cette Assemblée – que ce soit par notre participation à l'action de la MANUA ou de la FIAS, à cause de la proximité géographique ou parce que les effets insidieux du terrorisme ont jadis vu le jour sur le sol afghan. Même si c'est au Gouvernement afghan qu'il appartient de diriger les efforts visant à améliorer la gouvernance, éradiquer la corruption et promouvoir une solution politique au conflit, il n'en reste pas moins que nous avons tous un rôle à jouer pour soutenir ces efforts. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande est résolue à appuyer le Gouvernement et le peuple afghans dans la province de Bamyan, à Kaboul et ailleurs.

Les soldats néo-zélandais ont été parmi les premiers à se rallier à la guerre contre le terrorisme, il y a près de 10 ans; les Néo-Zélandais ont été parmi les premiers à s'engager pour la reconstruction de l'Afghanistan; et, aujourd'hui, nous sommes toujours aux côtés du peuple afghan. Il peut compter sur notre soutien dans l'édification de la nation et dans ses efforts visant à construire un avenir meilleur pour tous les Afghans.

**M<sup>me</sup> DiCarlo** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont heureux de se joindre aux autres États Membres en tant que coauteur du projet de résolution de l'Assemblée générale (A/65/L.9) sur la situation en Afghanistan. Le projet de résolution reconnaît les progrès réalisés par le peuple afghan dans l'édification d'un Afghanistan plus fort et souligne qu'il reste encore beaucoup à faire.

Nous nous félicitons des contributions importantes faites par les Nations Unies en Afghanistan et nous notons particulièrement les rôles essentiels que jouent le Secrétaire général, son Représentant spécial et le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et des autres organismes des Nations Unies sur le terrain. Nous saluons également le courage des forces de sécurité afghanes et de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), qui aident à construire un Afghanistan plus sûr.

Les attaques violentes perpétrées par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes extrémistes et criminels constituent une menace pour nos efforts collectifs

visant à instaurer la stabilité et la sécurité. Ces groupes utilisent la violence pour faire obstacle à la vision du Gouvernement afghan d'un Afghanistan stable, sûr, juste et prospère.

Nous partageons cette vision et reprenons à notre compte la condamnation ferme de cette violence, y compris l'attaque lancée le 23 octobre contre le complexe de l'ONU à Herat, qu'exprime le projet de résolution. Nous saluons la ferme réaction des forces de sécurité afghanes et de la FIAS face à cette attaque, qui a permis d'éviter une autre effusion de sang, et nous nous félicitons de l'engagement sans faille de l'ONU à l'égard de l'Afghanistan, même face à une telle violence.

Les États-Unis appuient le Gouvernement afghan dans ses efforts visant à chercher une solution politique à la violence en Afghanistan à travers la réconciliation, à condition que les insurgés acceptent de couper les ponts avec Al-Qaida, renoncent à la violence contre l'État afghan en déposant les armes et acceptent de se conformer à la Constitution afghane, y compris les dispositions qui garantissent les droits des femmes et de tous les groupes ethniques et religieux.

Nous appuyons fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et sommes engagés en faveur d'un partenariat à long terme avec l'Afghanistan. Dans ce contexte, nous avons plus que triplé le nombre de civils américains actifs en Afghanistan, nombre qui est passé de 320 en janvier 2009 à plus de 1 000 aujourd'hui.

Les efforts des États-Unis, de l'OTAN et des autres pays qui participent à la FIAS se concentrent de plus en plus sur la fourniture d'instructeurs et de fonds destinés à mettre en place et à appuyer les Forces nationales de sécurité afghanes, conformément à l'objectif du Président Karzai de voir l'Afghanistan assumer la responsabilité première en matière de sécurité sur l'ensemble du territoire national d'ici à 2014. Cette transition sera guidée par des évaluations minutieuses de la situation sur le terrain et de la capacité des forces afghanes.

En juillet dernier, à la Conférence de Kaboul, plus de 60 pays et organisations internationales ont renouvelé leur engagement à construire un Afghanistan plus fort. Nous appelons tous les États Membres à redoubler d'efforts pour promouvoir la stabilité et la prospérité du peuple afghan, ainsi que la paix et la sécurité de l'ensemble de la région.

Nous savons qu'il y aura de lourds défis à relever dans l'avenir, mais les États-Unis et ses partenaires internationaux coopèrent étroitement avec le peuple afghan, en vue d'appuyer ses efforts visant à jeter les bases d'un avenir meilleur, plus stable et plus prospère.

**M. Rivard** (Canada) (*parle en anglais*) : Le Canada est heureux de coparrainer aujourd'hui le projet de résolution sur la situation en Afghanistan (A/65/L.9). Encore une fois cette année, nous accueillons avec enthousiasme le fait que le projet de résolution sera adopté par consensus, réaffirmant ainsi l'engagement collectif de tous les États Membres de l'ONU envers l'Afghanistan. Ce projet de résolution exprime notre espoir et notre volonté de voir l'Afghanistan continuer de progresser dans sa quête pour assurer une vie meilleure à son peuple, avec l'appui de la communauté internationale.

Le Canada demeure préoccupé par la situation sur le plan de la sécurité dans le pays. Cela dit, nous avons constaté que, malgré les défis constants, la confiance et la capacité des Forces nationales de sécurité afghanes augmentent. Le Canada continuera de travailler avec la population afghane pour créer les conditions favorables à une transition vers l'exercice d'un leadership accru par les instances afghanes en matière de sécurité. Nous appuyons totalement le processus de Kaboul qui vise à établir la voie à suivre pour assurer le développement durable de l'Afghanistan et à définir le rôle d'appui du Conseil commun de coordination et de suivi. Il nous tarde de collaborer avec le Gouvernement afghan et nos partenaires de la communauté internationale pour réaliser les objectifs du processus et obtenir des résultats concrets pour la population de l'Afghanistan.

La promotion et la protection des droits de la personne, y compris des droits de la femme, sont au cœur même de l'engagement du Canada en Afghanistan. Les efforts soutenus d'institutions comme la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan témoignent éloquemment de l'engagement du Gouvernement afghan envers les droits de l'homme universels. Le Canada accueille favorablement la récente décision du Gouvernement afghan d'allouer un budget de base à la Commission; nous lui conseillons vivement de le faire, de manière à préserver l'indépendance de cet organisme.

(*l'orateur poursuit en français*)

Les dernières élections législatives représentent une étape de la transition démocratique qui s'opère dans ce pays, et le Gouvernement afghan continue de

renforcer la gouvernance et les institutions démocratiques. Nous avons noté avec inquiétude les allégations d'irrégularités et de fraudes électorales et comptons sur les institutions électorales pour traiter ces questions en faisant preuve d'ouverture et de transparence. Le Canada attend avec intérêt la publication des résultats définitifs certifiés par la Commission électorale indépendante, suivant le règlement des plaintes déposées auprès de la Commission des plaintes électorales. À long terme, les organismes électoraux doivent accroître leur capacité institutionnelle et professionnelle, le public doit mieux connaître ses droits politiques, et on doit continuer de combler les besoins des principales organisations de la société civile. Il s'agit du fondement même du processus démocratique, ce qui permettra d'améliorer le système électoral.

Nous admettons que de nombreux défis restent à relever quant au développement de l'Afghanistan, mais les progrès observés jusqu'à présent sont porteurs d'espoir. Le Canada et la communauté internationale demeurent résolus à aider les Afghans à reconstruire leur pays afin d'y instaurer prospérité, saine gouvernance, paix et sécurité.

**M. Koterec** (Slovaquie) (*parle en anglais*) : La Slovaquie s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Belgique au nom de l'Union européenne. Nous appuyons sans réserve la Position commune de l'Union sur la situation en Afghanistan.

La Slovaquie est l'un des parrains du projet de résolution de portée générale présenté par l'Allemagne (A/65/L.9). Le nombre de parrains montre bien l'ampleur du soutien apporté à l'Afghanistan. Je remercie l'Allemagne de ses efforts qui ont permis de parvenir à un consensus au sein de la communauté internationale sur un nouveau message d'encouragement qui porte sur tous les aspects relatifs aux succès et aux besoins du pays, un accent particulier étant mis sur la transition. Je saisis cette occasion pour insister sur certains aspects particulièrement importants pour mon pays.

L'Afghanistan, un pays déchiré par la guerre depuis 30 ans, est indiscutablement une priorité pour nous tous. La Slovaquie est déterminée à aider l'Afghanistan et contribue à sa stabilité et à sa sécurité au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et grâce à des activités de développement civil. La Slovaquie, avec d'autres pays, restera engagée aussi longtemps que nécessaire et tant

qu'on le lui demandera, jusqu'à ce que l'Afghanistan soit capable d'assurer sa propre sécurité, ouvrant ainsi la voie à son développement.

Comme cela a été convenu à la Conférence de Kaboul, nous estimons que nous devons en priorité procéder au transfert progressif des responsabilités concernant la sécurité aux dirigeants afghans. Au printemps dernier, la Slovaquie a porté à 300 soldats sa contribution militaire à la FIAS, et nous envisageons une nouvelle augmentation de nos effectifs. Hier, le 3 novembre, le Gouvernement slovaque a accepté que nos troupes soient chargées de s'acquitter d'un nouveau mandat. Notre contribution militaire renforcée aura pour principal objectif d'appuyer le processus de transition, notamment la formation et la préparation des Forces nationales de sécurité afghanes. Nous déploierons une équipe de neutralisation des explosifs et munitions afin de protéger les populations civiles et les forces de la FIAS des mines et d'autres engins explosifs improvisés qui causent de lourdes pertes humaines. Dans le même temps, nous levons nos restrictions nationales pour la plupart de nos contingents.

Au-delà de notre engagement militaire, nous renforçons tous les éléments de notre démarche d'ensemble à l'égard de l'Afghanistan. L'Afghanistan fait partie des trois pays de programmes prioritaires de l'aide publique au développement slovaque, et nous comptons examiner, à la fin de 2010, les moyens d'améliorer la distribution de notre aide. Nous mettons actuellement en place un mécanisme permettant le déploiement de personnels civils en Afghanistan.

Je tiens à mentionner un certain nombre de projets récemment menés à bien ou en cours d'exécution par le Gouvernement slovaque, en collaboration avec des organisations non gouvernementales, des universités et le secteur privé. Ces projets portent sur la réintégration des personnes déplacées qui retournent à Qarah Bagh; l'établissement d'un centre de gastroentérologie à Kaboul; l'éducation des mères sur la façon de s'occuper d'enfants malades ou en bonne santé grâce à des leçons ouvertes au public et au renforcement de leurs capacités à l'Université polytechnique de Kaboul; l'appui au développement socioéconomique des communautés rurales dans la province de Parwan grâce à une participation active des femmes; l'agrandissement du service des urgences de l'hôpital de Lodin; la construction d'un centre culturel, éducationnel et social dans la province de Kunduz; et l'éducation des habitants de communautés rurales sur

les moyens les plus efficaces de tirer parti de l'agriculture.

Nous pensons que, grâce à des projets ciblés bien coordonnés et alignés sur les priorités du Gouvernement afghan, nous pouvons améliorer la vie quotidienne des Afghans. Nous pouvons leur donner espoir et les assurer que l'appui de la communauté internationale n'est pas réservé aux niveaux les plus élevés, mais est distribué à tous les niveaux. Il faut que les Afghans comprennent nos efforts et nous fassent confiance afin que nous puissions réaliser notre objectif commun d'un pays sûr, stable et prospère.

Pour terminer, je voudrais exprimer l'espoir que la communauté internationale, appuyant unanimement la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, restera déterminée à aider le Gouvernement afghan dans sa recherche d'une paix et d'une sécurité durables et à faire en sorte que les Afghans assument le plein contrôle de la reconstruction et du développement de leur pays.

**M. Wang Min** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine s'associe à la déclaration faite par la représentante du Kazakhstan au nom de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (A/65/552).

Ces dernières années, grâce à la direction impulsée par le Gouvernement afghan, à l'aide de la communauté internationale et aux efforts inlassables des Afghans eux-mêmes, la reconstruction du pays a avancé.

Le succès de la Conférence internationale sur l'Afghanistan, tenue à Kaboul en juillet dernier, a marqué une étape importante du processus de Kaboul et a permis d'engager le processus de reconstruction sur la bonne voie. La tenue réussie et sans problèmes des élections parlementaires, le 18 septembre, fut un grand événement politique, qui a démontré les progrès notables accomplis vers la mise en place d'un Afghanistan dirigé par les Afghans eux-mêmes.

En même temps, nous ne devons pas oublier que de nombreux problèmes redoutables se posent toujours dans le cadre du processus de reconstruction de l'Afghanistan, qui exigent les efforts continus du Gouvernement et du peuple afghans, ainsi que l'attention et l'appui soutenus de la communauté internationale.

Chaque progrès réalisé en Afghanistan est dû à l'engagement ferme et à l'appui vigoureux de la communauté internationale. Nous apprécions à sa juste valeur l'action menée par l'ONU pour promouvoir la reconstruction de l'Afghanistan et appuyons le rôle de coordination qu'elle joue. À cet égard, je voudrais souligner les cinq points suivants.

Premièrement, pour parvenir à la paix, à la stabilité et au développement, le Gouvernement et le peuple afghans doivent mener ce processus, avec l'objectif ultime d'une prise en charge totale par les Afghans. Nous appuyons les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour renforcer ses capacités, en vue d'exercer totalement et efficacement son contrôle sur l'ensemble du territoire.

Deuxièmement, pour faire avancer le processus de Kaboul et réaliser d'autres avancées, il convient de déployer des efforts équilibrés en matière de développement économique, de sécurité, de stabilité, de réconciliation nationale, de bonne gouvernance, d'état de droit et de lutte contre les stupéfiants.

Troisièmement, la communauté internationale doit continuer d'aider le Gouvernement afghan à renforcer sa capacité à assurer la sécurité nationale et à faciliter la constitution de ses forces armées et de police. La Chine est très préoccupée par la détérioration de la situation sécuritaire et par les incidents de sécurité de plus en plus nombreux, qui ont fait beaucoup de victimes parmi les civils. Avant le transfert des responsabilités en matière de sécurité, il faut d'abord assurer la stabilité du pays.

Quatrièmement, sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Afghanistan, la communauté internationale doit honorer l'engagement qu'elle a pris d'aider ce pays dans un esprit de consensus, que reflète le communiqué issu de la Conférence de Kaboul. En apportant son assistance, la communauté internationale doit se conformer à la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et aux priorités définies par les Afghans.

Cinquièmement, le problème des stupéfiants est une tumeur maligne qui met en danger la sécurité et la stabilité du pays et se propage chez les pays voisins. La communauté internationale doit attacher plus d'importance à la lutte menée par l'Afghanistan contre les stupéfiants et l'aider à mettre en œuvre sa stratégie nationale de lutte contre les stupéfiants.

L'Afghanistan est un pays voisin et ami de la Chine. Nous respectons son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale. Nous suivons de près l'évolution de la situation dans ce pays et appuyons et facilitons activement ses efforts de reconstruction, auxquels nous participons. De 2002 à 2009, la Chine a fourni plus de 900 millions de yuan d'aide financière, annulé des dettes arrivées à maturité d'une valeur de 19,5 millions de dollars et participé à sept projets de construction. Depuis le mois de janvier, la Chine a fourni une aide financière supplémentaire de 160 millions de yuan dans des domaines comme l'infrastructure, les soins de santé, l'assainissement et l'éducation. Les deux pays ont échangé des lettres qui prévoient l'admission en franchise pour certains produits afghans exportés vers la Chine, dont le nombre dépasse 4 000. En outre, la Chine continuera à redoubler d'efforts en vue de former les cadres afghans, à exécuter d'autres projets et à apporter son aide dans les secteurs les plus prioritaires.

Nous sommes convaincus que grâce aux efforts du Gouvernement et du peuple afghans et à l'aide de la communauté internationale, l'Afghanistan sortira très bientôt de la guerre pour s'engager sur la voie du développement durable et contribuer à la paix et à la sécurité régionales.

**M. Šćepanović (Monténégro) (*parle en anglais*) :** Étant donné que c'est la première fois que ma délégation prend la parole, je voudrais féliciter M. Deiss de son accession à la présidence de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale. Nous sommes convaincus que, sous sa direction éclairée, cette session aboutira à des résultats positifs et contribuera sensiblement à la réalisation de nos objectifs communs.

Le Monténégro s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant de la Belgique au nom de l'Union européenne. Je voudrais faire quelques observations supplémentaires à titre national.

S'intégrer au monde moderne implique de nombreux défis importants et, dans cet effort, même les petits pays comme le Monténégro ont leur part de responsabilité. Il demeure essentiel, surtout en ce qui concerne les défis liés à la situation en Afghanistan, que la communauté internationale maintienne son engagement au cours de la phase de relèvement de ce pays, car elle aura des effets profonds sur son avenir. Il importe de rappeler que, jusqu'à présent, nous avons pu mener judicieusement ce processus, mais nous

devons néanmoins être prêts face au long et périlleux chemin qui nous reste à parcourir.

Le Monténégro est bien déterminé à faire en sorte que des progrès soient accomplis vers la réalisation de l'objectif ultime d'un Afghanistan stable et sûr, objectif que partagent l'Afghanistan et la communauté internationale. Dans ce contexte, je voudrais mettre en relief les moyens par lesquels le Monténégro contribue au processus global de reconstruction de l'Afghanistan et de son évolution vers une société démocratique.

Peu de temps après que le Monténégro eut recouvré son indépendance en 2006, il a fait un don d'armes légères et de munitions à l'Afghanistan. En outre, depuis le mois de mars, un groupe d'infanterie et une équipe médicale monténégrins ont été déployés dans le nord de l'Afghanistan, au sein d'un contingent hongrois et sous commandement allemand, en tant qu'élément de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Nous voudrions saisir cette occasion pour remercier ces deux pays, ainsi que nos autres partenaires, de leur excellente coopération et de leur appui constant.

La contribution du Monténégro est tout à fait symbolique, par rapport à l'effectif total des forces internationales déployées en Afghanistan. Néanmoins, cette contribution représente 2 % des effectifs de nos forces armées, qui elles-mêmes font actuellement l'objet d'un processus dynamique de réforme. Par ailleurs, de concert avec la Croatie, mon pays a lancé une initiative visant à examiner la possibilité de former une équipe conjointe d'instructeurs qui assisteraient les Forces de sécurité afghanes. Tous les autres pays des Balkans sont invités à participer à cette initiative.

Le Monténégro a également pris part à la Conférence de Londres, en janvier, et à la Conférence de Kaboul, en juillet, démontrant ainsi sa volonté de participer activement à la recherche de solutions viables pour que le processus de transition soit mené à bon terme. Nous sommes d'avis que la réconciliation et le renforcement de la confiance entre les différents groupes ethniques et politiques afghans revêtent une importance cruciale pour la crédibilité de ce processus. Il importe également au plus haut point que tous les pays, petits ou grands, soient disposés et prêts à participer à ces efforts et à apporter leur aide dans la mesure de leurs moyens, pour que le processus en cours soit mené à bonne fin.

Le projet de résolution sur la situation en Afghanistan (A/65/L.9) est une nouvelle mesure qui

visé à souligner l'appui apporté aux efforts déployés par la communauté internationale pour aider le peuple afghan à défendre son pays et à édifier un Afghanistan meilleur, plus prospère et plus sûr, fondé sur l'état de droit. En se portant coauteur de ce projet de résolution, le Monténégro s'est associé à de nombreux pays de toutes les régions du monde et a de nouveau démontré son appui et son engagement sans réserve envers le peuple afghan et la situation en Afghanistan. De ce point de vue, nous nous attendons à ce que le projet de résolution soit adopté par consensus, en signe d'unité et de solidarité de l'ONU et de l'ensemble de la communauté internationale avec l'Afghanistan.

**M. Apakan** (Turquie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer notre reconnaissance et notre satisfaction au sujet du projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui (A/65/L.9). Nous voudrions remercier le Représentant permanent de l'Allemagne des efforts qu'il a déployés en tant que facilitateur pour trouver un terrain d'entente et parvenir à un consensus. Nous sommes heureux de parrainer ce projet de résolution, un document équilibré qui présente les résultats obtenus jusqu'à présent et les défis restants à relever en Afghanistan.

La situation en Afghanistan reste grave. Des efforts constants, intensifs et coordonnés sont nécessaires pour conserver l'initiative. Nous notons avec satisfaction que c'est exactement ce qu'a fait le Gouvernement afghan avec l'aide de la communauté internationale.

La Turquie félicite le Gouvernement afghan d'avoir organisé comme prévu, le 18 septembre, les deuxièmes élections législatives tenues dans le pays depuis 2001, et ce en dépit des conditions difficiles sur le plan de la sécurité, et nous félicitons le peuple afghan de son intérêt et de sa participation aux élections. Nous condamnons toutes les attaques et toutes les tentatives visant à saper le processus électoral en ayant recours à la violence, et nous présentons nos sincères condoléances aux proches des victimes.

Nous sommes fort reconnaissants à l'ONU des efforts qu'elle déploie en Afghanistan, en particulier de l'assistance pendant les élections, et nous nous félicitons vivement que l'ONU soit déterminée à faire tout son possible, et ce malgré les attaques. La Turquie condamne énergiquement l'attentat terroriste du 23 octobre contre le complexe de l'ONU à Hérat. De tels attentats terroristes délibérés ne doivent pas nous

dissuader de poursuivre nos efforts et devraient au contraire nous conforter dans notre volonté d'aider le peuple afghan à instaurer une paix durable et la stabilité. Nous saluons le courage du personnel de l'ONU et du personnel afghan, et nous les assurons de notre appui et de notre solidarité sans faille.

Les élections représentent un nouveau pas en avant dans la consolidation des institutions démocratiques et de l'unité nationale afghanes. La tenue des élections est le fruit des efforts acharnés des autorités afghanes et de l'appui de la communauté internationale à ce processus pris en main et dirigé par les Afghans. Une fois le processus électoral complètement terminé, le Gouvernement afghan et la communauté internationale seront en mesure de concentrer leurs efforts sur l'afghanisation.

La durabilité des progrès accomplis jusqu'à présent est directement liée au renforcement de la maîtrise des activités par l'Afghanistan et à l'autonomisation des Afghans. La Conférence de Kaboul a représenté un tournant à cet égard. Le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent maintenant s'atteler à la mise en œuvre du processus de Kaboul, dont le message le plus important est la maîtrise des activités par l'Afghanistan. À cet égard, nous constatons avec plaisir que le Gouvernement afghan fait preuve d'une forte volonté politique de faire avancer ce processus. Par ailleurs, la communauté internationale doit tenir ses engagements et aider le Gouvernement afghan d'une manière conforme aux conditions, aux priorités et aux exigences sur le terrain.

En fin de compte, ce n'est que grâce à la réconciliation politique que l'on pourra instaurer une paix durable et la stabilité en Afghanistan. Ce processus doit s'efforcer de regrouper tous les segments de la société, de leur donner des occasions de servir la cause afghane et de leur permettre d'être représentés. L'Afghanistan ne pourra franchir les obstacles qui se dressent sur son chemin que grâce à une unité et une solidarité renforcées à l'échelle nationale.

La Turquie a lancé le programme d'assistance globale le plus complet de son histoire, dans le cadre duquel de nombreuses capacités civiles et militaires appuient le processus historique de transformation de l'Afghanistan. Il est crucial en Afghanistan de gagner la sympathie et l'adhésion du peuple afghan. Des efforts civils globaux sont essentiels à cet égard. Par

conséquence, nos efforts ont pour principal objectif d'améliorer les conditions de vie des Afghans. À cet égard, nous mettons tout particulièrement l'accent sur l'éducation, la santé, le développement agricole et le renforcement des capacités.

La Turquie appuie de façon particulièrement active la coopération régionale. Nous nous efforçons à cette fin de relancer la coopération entre l'Afghanistan et ses voisins, mais aussi avec l'ensemble de la région, en vue d'encourager les pays concernés à s'attaquer ensemble aux problèmes qui les touchent tous. Nous sommes fermement convaincus qu'un pilier essentiel permettant de garantir le caractère définitif du processus en cours en Afghanistan est directement lié à la mise en place, à l'échelon régional, d'une meilleure coopération qui soit axée sur les résultats.

Dans le même ordre d'idées, avant la fin de l'année, nous aurons organisé pas moins de 20 réunions internationales importantes afin d'appuyer la coopération régionale et internationale, l'accent étant mis tout particulièrement sur l'Afghanistan. Nous avons notamment organisé trois sommets et plusieurs réunions ministérielles. Nous avons récemment accueilli la quatrième Conférence régionale de coopération économique concernant l'Afghanistan à Istanbul et une rencontre universitaire pour l'Afghanistan qui a rassemblé des universitaires des pays représentés à la Conférence.

La Turquie ne doute pas que la stabilité et l'harmonie sociale et politique de l'Afghanistan se renforceront à l'avenir. La Conférence de Kaboul était une étape importante vers la réalisation de ces objectifs. La mise en œuvre du processus exige une direction dynamique de la part des autorités afghanes et une étroite coordination parmi les partenaires afghans. Pour sa part, la Turquie est prête à faire tout son possible.

**M. Čekuolis** (Lituanie) (*parle en anglais*) : La Lituanie s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Belgique au nom de l'Union européenne. Nous voudrions également remercier l'Allemagne pour l'aboutissement de ses efforts de facilitation, nous nous ajoutons avec fierté à la liste impressionnante des coauteurs du projet de résolution. Je voudrais remercier le Président d'avoir organisé la présente séance, car ce débat est pour nous une bonne occasion de renouveler le message de solidarité de la communauté internationale avec le peuple afghan et de

réaffirmer qu'elle l'accompagnera sur la voie de la paix, de la sécurité et de la démocratie.

La Lituanie se félicite de la décision prise par le Conseil de sécurité, en octobre, de proroger pour une année l'autorisation de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan (voir S/PV.6395). À notre avis, la présence de la communauté internationale en Afghanistan, et plus particulièrement de la FIAS, est essentielle pour appuyer les efforts que le peuple afghan déploie afin d'édifier un Afghanistan stable et sûr. La mise en œuvre des projets de développement et le renforcement des capacités administratives sont impossibles sans la stabilisation de la situation en matière de sécurité dans le pays.

La Lituanie se félicite des décisions prises lors des Conférences de Londres et de Kaboul, qui ont établi un programme précis et arrêté des critères pour le transfert des pleines responsabilités au peuple afghan. Il importe au plus haut point que le Président et le Gouvernement afghans fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour tenir les engagements pris en ce qui concerne la réforme du pays.

Les récentes élections législatives ont montré que le Gouvernement pouvait assumer la responsabilité de l'administration du pays. Dans le contexte de cette transition, l'ONU et ses organismes doivent continuer d'apporter toute l'aide et tout l'appui nécessaires, qui seront encore plus importants l'année prochaine lorsque débutera le processus de transfert de la responsabilité en matière de sécurité aux Afghans.

Une évaluation de la situation révèle qu'il y a encore énormément à faire. Cependant, pour améliorer de manière appropriée la sécurité en général, pour mettre en œuvre des projets de développement qui répondent aux besoins locaux, pour renforcer les capacités locales, pour renforcer la gouvernance et l'administration et pour lutter contre la corruption, il faut accorder une attention constante et équilibrée à toutes les provinces. Sinon, les progrès accomplis dans certaines zones peuvent être mis à mal par une absence de progrès, voire un recul, dans d'autres.

Nous avons pu le constater par nous-mêmes dans la province de Ghor où nous sommes à la tête d'une équipe de reconstruction de province depuis 2005. Le manque d'intérêt du Gouvernement central pour les besoins réels de la province suscite des tensions au sein des communautés locales et entre le gouvernement local et la population. Nous souhaiterions donc que la

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) exhorte davantage le Gouvernement afghan non seulement à concentrer ses efforts sur les programmes nationaux, mais aussi à être plus actif dans les régions, en n'oubliant pas certaines zones dans un pays aussi vaste.

Grâce à ses 23 bureaux de pays, la MANUA a apporté une aide très précieuse au Gouvernement afghan dans ses efforts pour améliorer la sécurité, la gouvernance et le développement économique dans l'ensemble du pays. Nous pensons que le déploiement d'experts supplémentaires dans les bureaux de pays serait accueilli avec beaucoup de satisfaction par les autorités locales et les représentants de la communauté internationale sur le terrain. Une présence renforcée de la MANUA dans les provinces bénéficierait sans aucun doute au peuple afghan et aiderait les autorités à se préparer au mieux pour assumer l'entière responsabilité du pays.

Je tiens également à souligner combien il importe de conjuguer et coordonner l'action menée par divers pays et organisations internationales en Afghanistan. Une coopération plus étroite entre l'ONU, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et d'autres organisations internationales, ainsi que d'autres acteurs régionaux, notamment les voisins de l'Afghanistan, bénéficierait au peuple afghan. La formation d'un consensus régional et mondial sur la transformation de l'Afghanistan devrait guider l'action de l'ONU à l'avenir.

Pour la Lituanie, qui accédera à la présidence de l'OSCE en 2011, la dimension régionale est essentielle. Nous examinons actuellement les moyens de renforcer le rôle de l'OSCE en Asie centrale, notamment grâce à des initiatives et à des projets conjoints de l'OSCE sur la gestion des frontières et la sécurité des documents de voyage dans la région limitrophe de l'Afghanistan.

La coopération pour le développement est un instrument puissant permettant de renforcer les capacités administratives et de développer les économies locales et la société civile. Nous pensons que les pays donateurs peuvent améliorer leur coordination et leur coopération. Pour notre part, nous sommes heureux de travailler sur des projets de coopération pour le développement dans la province de Ghor avec nos partenaires du Japon, des États-Unis, de la Grèce et d'autres pays.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler à l'Assemblée que la Lituanie organisera une conférence ministérielle sur la coopération pour le développement sur le thème « Comment faire une transition réussie, province par province », le 12 novembre à Vilnius, la capitale de la Lituanie. La conférence mettra surtout l'accent sur la coopération pour le développement en tant qu'instrument pour la mise en œuvre du processus de transition. Nous espérons que la conférence contribuera à la réalisation efficace des buts et des objectifs fixés pour la transition de l'Afghanistan vers un développement pacifique, sûr et démocratique.

**M. Ashour** (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*) : Nous sommes réunis ici une nouvelle fois pour examiner la situation en Afghanistan dans un contexte marqué par la souffrance et l'insécurité dans ce pays et par la poursuite de meurtres injustifiés de civils par les Taliban et les forces internationales. Malheureusement, ce sont les civils innocents qui sont, comme d'habitude, les victimes. Nous condamnons les incidents tragiques et répétés au cours desquels des civils, notamment des femmes et des enfants, ont été pris pour cible en Afghanistan. Malgré des appels répétés pour que des mesures nécessaires soient prises pour y mettre un terme, ces incidents fort troublants persistent. Nous demandons donc aux forces internationales d'intervenir rapidement pour prévenir ces incidents tragiques et leurs conséquences néfastes. Il faut mener des enquêtes indépendantes, justes et impartiales pour poursuivre ceux qui sont responsables de ces incidents et leur refuser l'impunité.

Nous trouvons profondément préoccupant que les forces internationales n'ont pas réussi à instaurer la paix en Afghanistan, car les stratégies adoptées ont pour principal objectif de parvenir à une victoire militaire, sans se soucier des pertes civiles. Le meurtre des civils, tout comme un sentiment de marginalisation sociale et politique, poussent de nombreux Afghans à rejoindre les rangs des rebelles.

Ma délégation réaffirme sa conviction que le règlement de la situation ne passe pas par un renforcement de la présence militaire, mais par un règlement global de la situation en Afghanistan, sur la base d'une réconciliation nationale globale ayant pour but de parvenir au développement général du pays. À cet égard, nous appuyons les appels lancés par certains dirigeants politiques afghans pour qu'un accord de cessez-le-feu soit signé avec les Taliban, ce qui représenterait un pas important vers l'instauration de la stabilité dans le pays. Il va sans dire que si les sommes

qui ont été dépensées et qui continuent d'être dépensées pour financer la guerre en Afghanistan avaient été utilisées pour financer des projets de développement, la paix et la prospérité règneraient déjà et l'Afghanistan ne serait pas où il en est aujourd'hui.

La communauté internationale s'emploie avant tout à aider le peuple afghan à édifier un État démocratique, stable et prospère. La guerre n'est pas en train d'être menée contre les Taliban ou d'autres parties, surtout étant donné qu'une approche fondée sur le recours à la force ne peut pas, de par sa nature même, assurer la sécurité et la stabilité si elle n'est pas accompagnée par des efforts visant à établir un dialogue permettant d'assurer la réconciliation nationale entre tous les segments de la population afghane, à rejeter la violence et à lutter contre la corruption et le trafic de drogue.

C'est pour cette raison que la communauté internationale doit appuyer les programmes et les activités qui permettent à l'Afghanistan de s'acquitter de toutes ses responsabilités en tant que pays souverain capable d'assurer la sécurité et de garantir une vie digne à tous ses citoyens, mais aussi de créer les conditions nécessaires pour le retrait des forces étrangères. Ce dernier point est une condition *sine qua non* pour la réalisation de la réconciliation nationale.

Par ailleurs, le rôle et le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité doivent être renforcés de toute urgence, et il faut lui fournir les ressources nécessaires. Il faut appuyer une présence plus importante et une contribution plus efficace des organismes des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne les programmes de développement et de reconstruction en Afghanistan, sans parler de l'édification de l'État. Nous espérons que la communauté internationale continuera d'appuyer et d'aider l'Afghanistan de façon plus efficace en vue d'une stabilité totale et d'un développement durable.

Il est indispensable de créer un climat propice au retrait des forces internationales d'Afghanistan pour parvenir à la réconciliation nationale, qui ne saurait avoir lieu tant que l'occupation étrangère se poursuit. C'est pourquoi nous sommes rassurés par le rapport du Secrétaire général (A/65/552), qui souligne le progrès politique que représente la tenue récente de la Conférence de Kaboul, dont l'objectif principal était de promouvoir la capacité des Afghans à assumer le plus rapidement possible le contrôle de leur propre avenir et à y jouer un rôle moteur.

Pour terminer, nous espérons qu'il sera dûment tenu compte de l'évaluation faite par le Secrétaire général des progrès accomplis dans l'exécution du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et des priorités que la Mission elle-même a présentées dans un rapport que le Secrétaire général devrait présenter au Conseil de sécurité en décembre. Nous espérons que ce rapport prendra en considération les progrès réalisés dans tous les domaines en vue d'aider l'Afghanistan à sortir finalement du cycle vicieux de la violence dans lequel il se trouve depuis plus de 30 ans.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/65/L.9.

Je donne la parole au représentant du Secrétariat, qui va annoncer des coauteurs supplémentaires.

**M. Zhang** (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : Je voudrais informer l'Assemblée que depuis la publication du projet de résolution A/65/L.9, les pays suivants se sont joints aux auteurs : Albanie, Arabie

saoudite, Argentine, Bélarus, Cambodge, Chine, Chypre, Croatie, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, France, Géorgie, Guatemala, Haïti, Hongrie, Indonésie, Iraq, Israël, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liechtenstein, Lituanie, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Oman, Palaos, Philippines, Qatar, République de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Serbie, Suède, Thaïlande, Togo, Ukraine, Viet Nam et Yémen.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Une résolution similaire sur cette question a été adoptée sans être mise aux voix à la session précédente (résolution 64/11).

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/65/L.9?

*Le projet de résolution A/65/L.9 est adopté (résolution 65/8).*

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 38 de l'ordre du jour.

*La séance est levée à 16 h 10.*